

La procédure législative expliquée



par [FIREARMS UNITED](#)

Proposition de la Commission

Une semaine après les attentats de Paris en novembre 2015, la Commission a transmis une proposition simultanément à :

Parlement européen (PE)

Conseil de l'UE

Parlements nationaux

Comme le Conseil la considérait appropriée, il a également consulté :

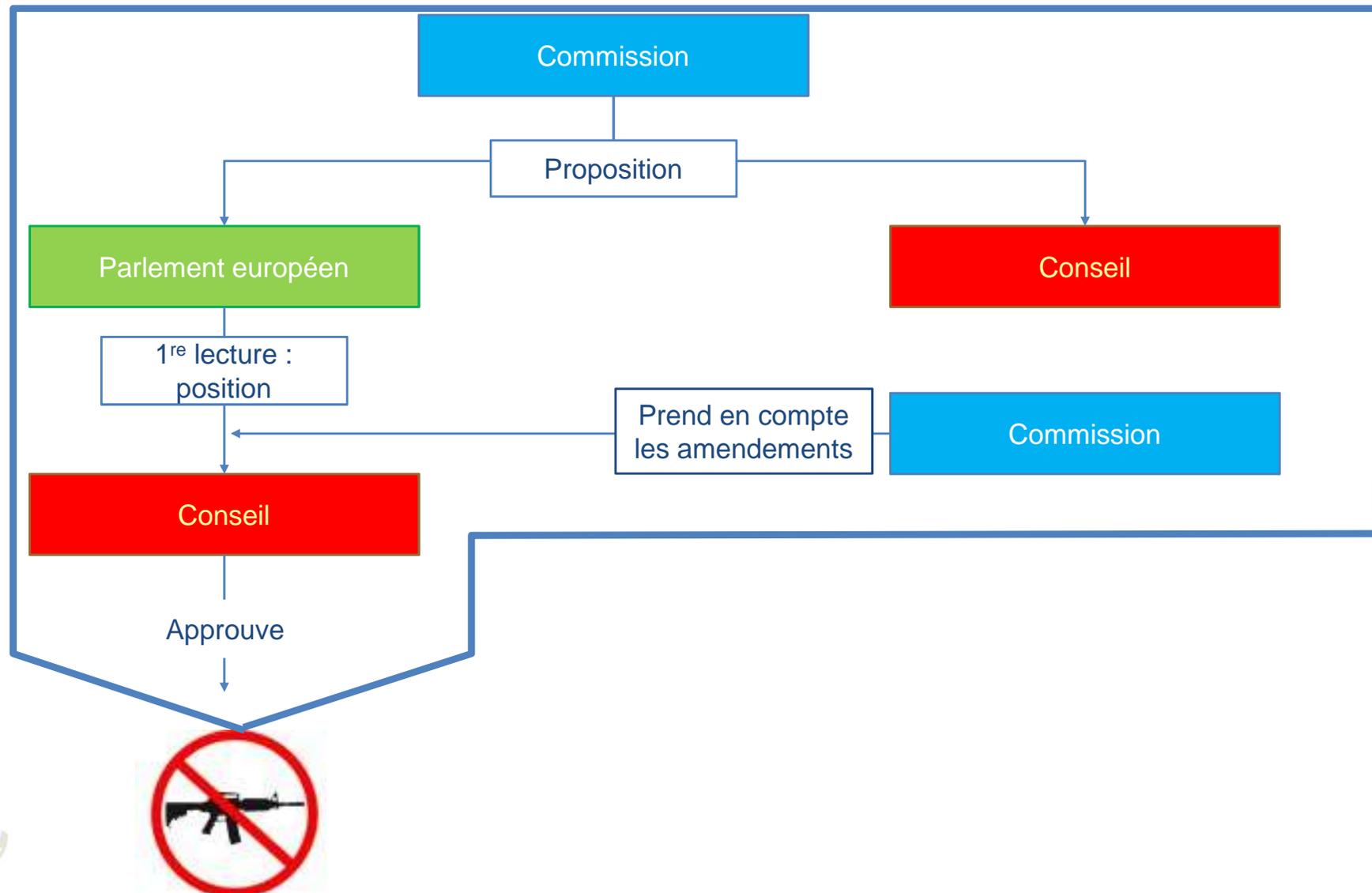
Commission des régions (COR ou Coreper)

Le Comité économique et social (ESSC)



Davantage à lire : [procédure législative ordinaire](#)

La Commission voulait une adoption rapide de sa proposition dans les 3 mois



Impact de la proposition de la Commission

Elle **sape réellement la sécurité nationale** en créant un vide dans les pays dont la sécurité repose sur des forces de réserve actives ;

Elle **met en danger les citoyens respectueux des lois** en interdisant des armes à feu, de tir à blanc et de sauvetage conservées pour l'auto-défense et la protection ;

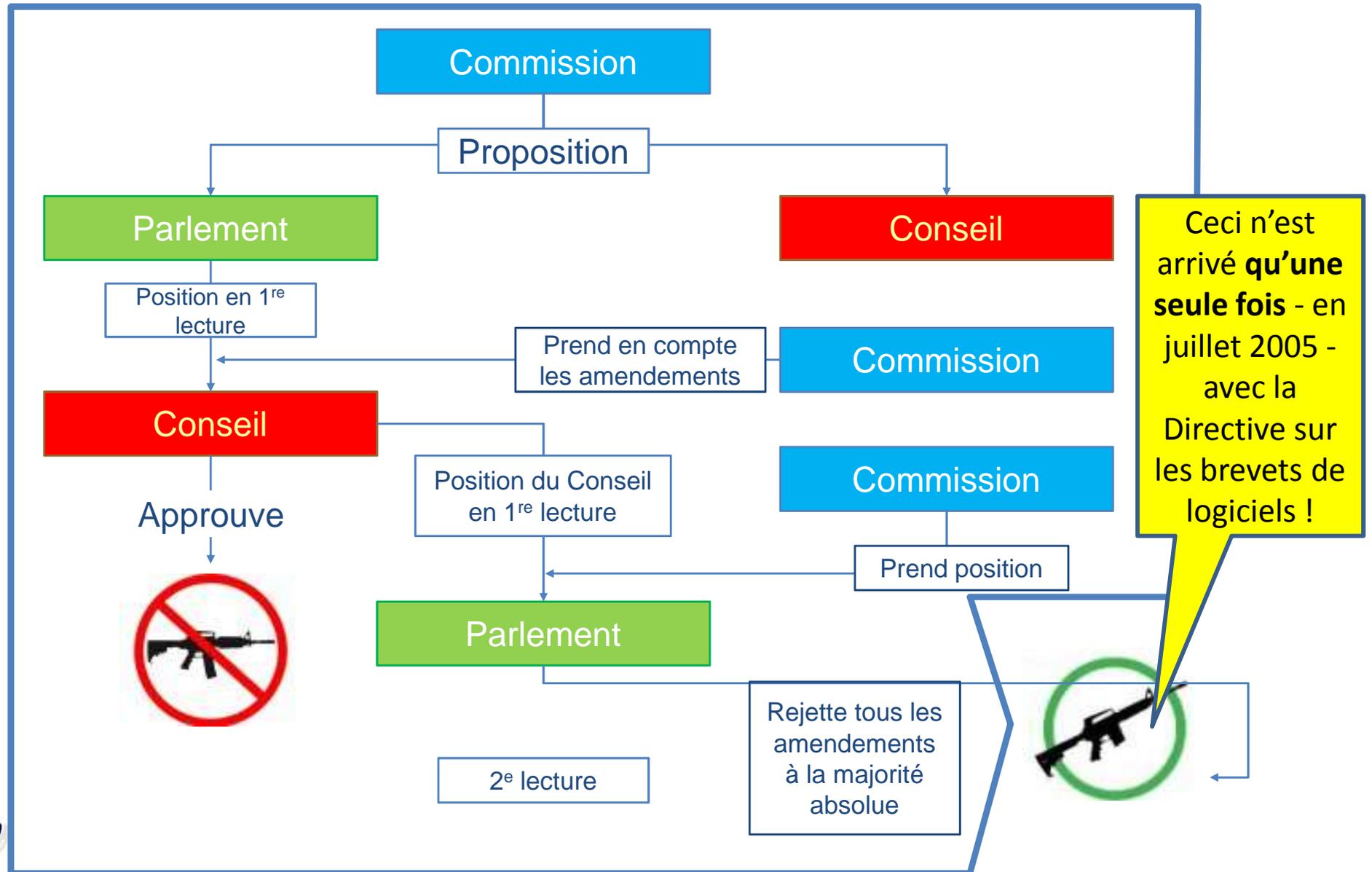
Elle **élimine de nombreuses disciplines de tir sportif** et d'autres loisirs légaux ;

Elle **détruit les moyens d'existence** de centaines de milliers de gens qui gagnent leur vie honnêtement grâce au commerce légal des armes.



Davantage à lire : [Open Letter to Members of European Parliament](#)

FIREARMS UNITED demande le rejet de la proposition et 3 nouvelles instructions



La Position de FIREARMS UNITED

La Directive Armes en vigueur est un outil efficace en matière de sécurité et n'entrave pas inutilement les activités légales. Les États membres de l'UE qui ont transposé fidèlement la Directive en droit national et qui l'ont appliquée rigoureusement ont de bons résultats. Ce qui est nécessaire est une meilleure collaboration entre États membres pour bénéficier de l'expérience de ceux qui ont appliqué la Directive en totalité avec efficacité et succès et pour mettre en œuvre des mesures qui harmonisent les procédures pour une meilleure maîtrise. C'est le moyen de gagner la confiance des citoyens et la coopération pour maintenir la sécurité en Europe.

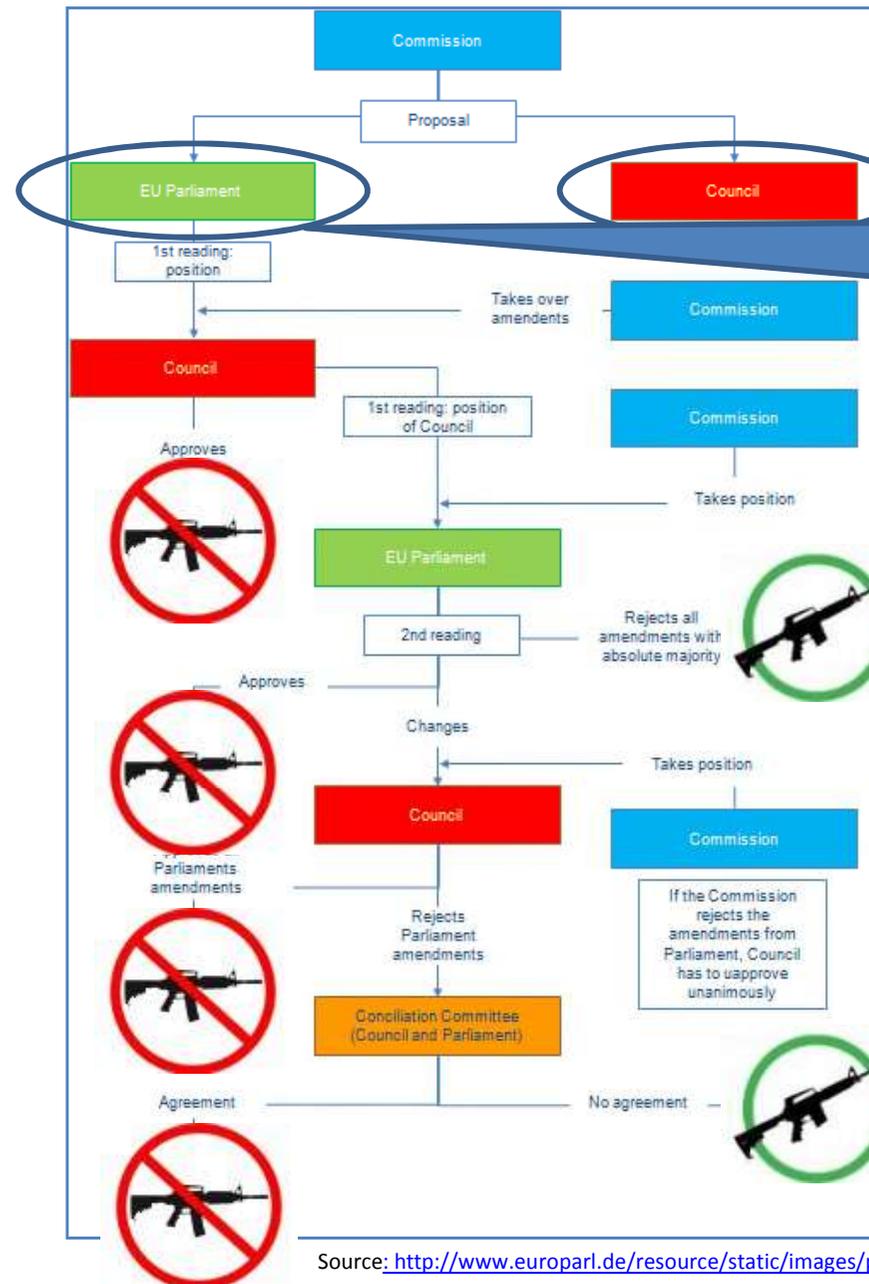
Nous approuvons les instructions d'harmonisation des normes et des règles de neutralisation, les armes de tir à blanc et les marquages.

Nous désapprouvons l'ensemble de la "Proposition pour une Directive modifiant la Directive 91/477/EEC"



Davantage à lire : [Open Letter to Members of European Parliament](#)

La procédure législative



Firearms United interagit avec le Parlement et le Conseil



La Directive Armes au Parlement européen

La commission
parlementaire
responsable est **IMCO**
(Marché intérieur et
protection du
consommateur)

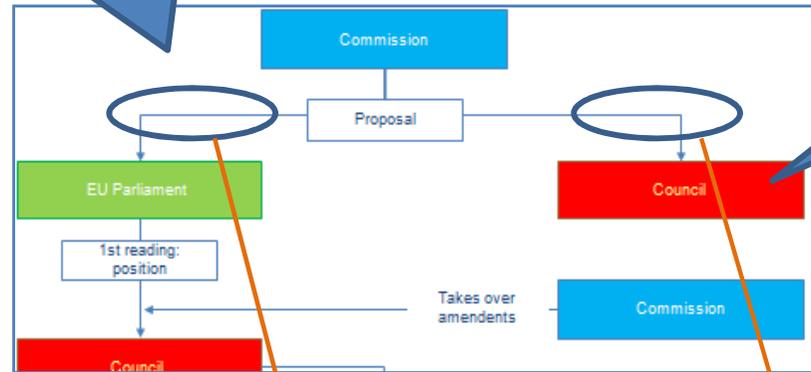
La commission
responsable peut
demander l'opinion de
JURI (Affaires juridiques)

La Commission **associée**
est **LIBE** (Libertés civiles,
justice et affaires
intérieures)



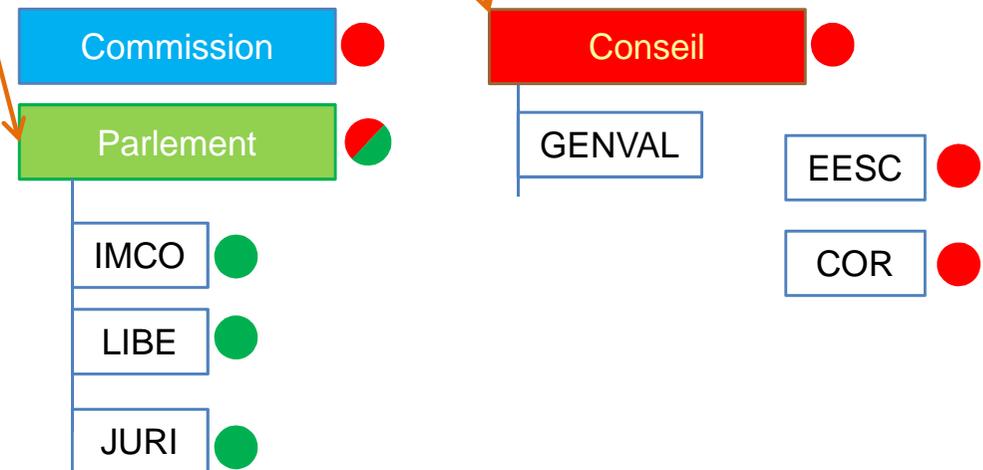
Le processus en est ici !
Dans la phase préparatoire
avant passage au Parlement

La « contre-proposition » du
Conseil est encore plus stricte
que la proposition initiale de
la Commission



Zoom sur les parties prenantes à cette étape

- = favorable à FU = contre les interdictions
- = favorable à la CE = pour les interdictions
- = moitié / moitié



Jusqu'ici : petite victoire à LIBE, espoir dans JURI



Le 19 mai, LIBE a rejeté la plupart des interdictions et les règles plus strictes, malheureusement pas avec une majorité écrasante mais très modérément.

Davantage à lire : [#EUgunban: finally a victory at LIBE](#)

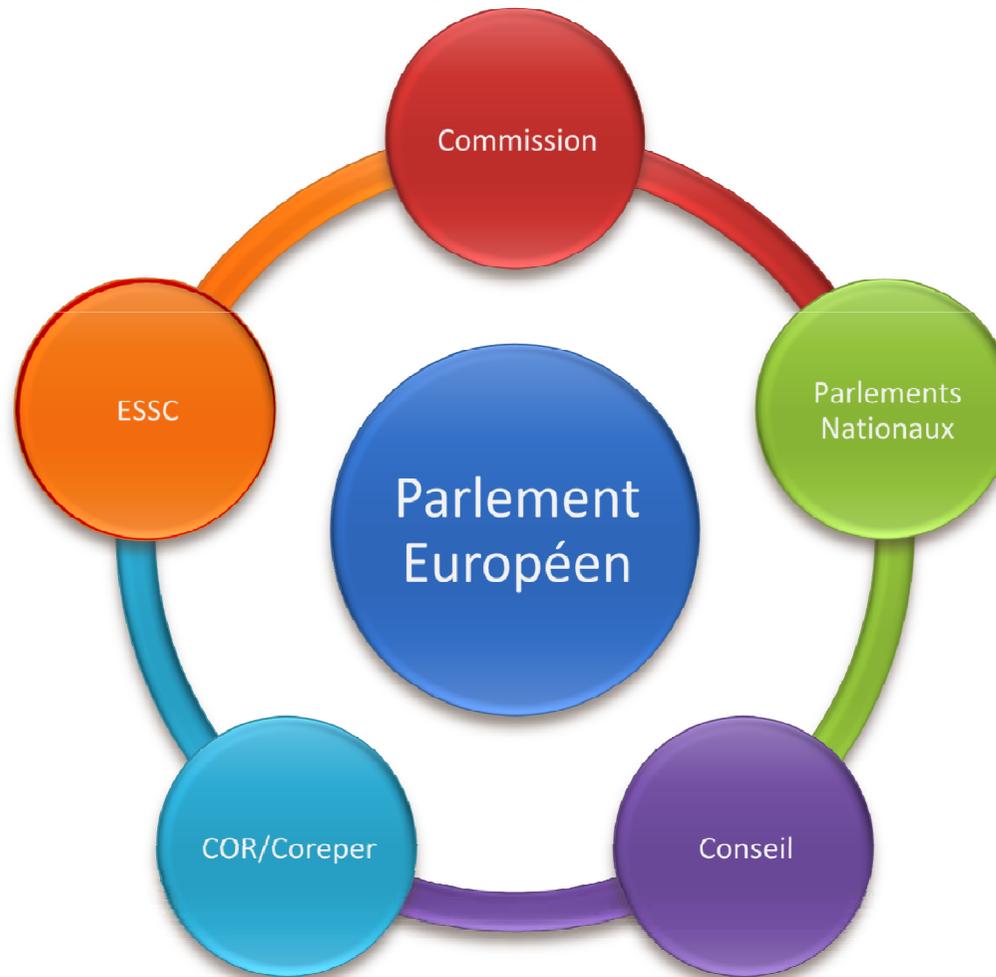


JURI doit étudier si la proposition respecte les principes de proportionnalité et de subsidiarité Article 5 du Traité sur l'Union européenne.

Davantage à lire : [FIREARMS UNITED's Answer to JURI](#)



Travail préparatoire



Le Parlement européen est entouré de cinq corps dont la **majorité veut interdire quelque chose.**
Même le PE veut des règles plus strictes pour l'accès légal.



De Puissants Opposants



Le *Groupe de Travail sur les Sujets généraux et l'Évaluation* ([GENVAL](#)), qui est composé d'experts dans le sujet venant de chaque État membre. C'est la plateforme fondamentale de discussion;



Le niveau suivant est le *Comité des Représentants Permanents* ([COREPER](#)), qui se compose de diplomates des bureaux permanents de chaque État membre à Bruxelles qui transmettent la position de leur gouvernements respectifs;



Le [Conseil des ministres](#) est le le troisième et plus haut niveau. Il est composé des ministres de l'Intérieur et de la Justice des États membres parfois même les Premiers ministres qui sont les décideurs.



Ce que veut le Conseil

L'interdiction des armes de poing capables de tirer plus de 21 munitions sans rechargement ;

L'interdiction des carabines capables de tirer plus de 11 munitions sans rechargement ;

L'interdiction des armes longues qui peuvent être réduites – grâce à une **crosse pliable, télescopique ou facilement démontable** – à une longueur inférieure à 60 cm ;

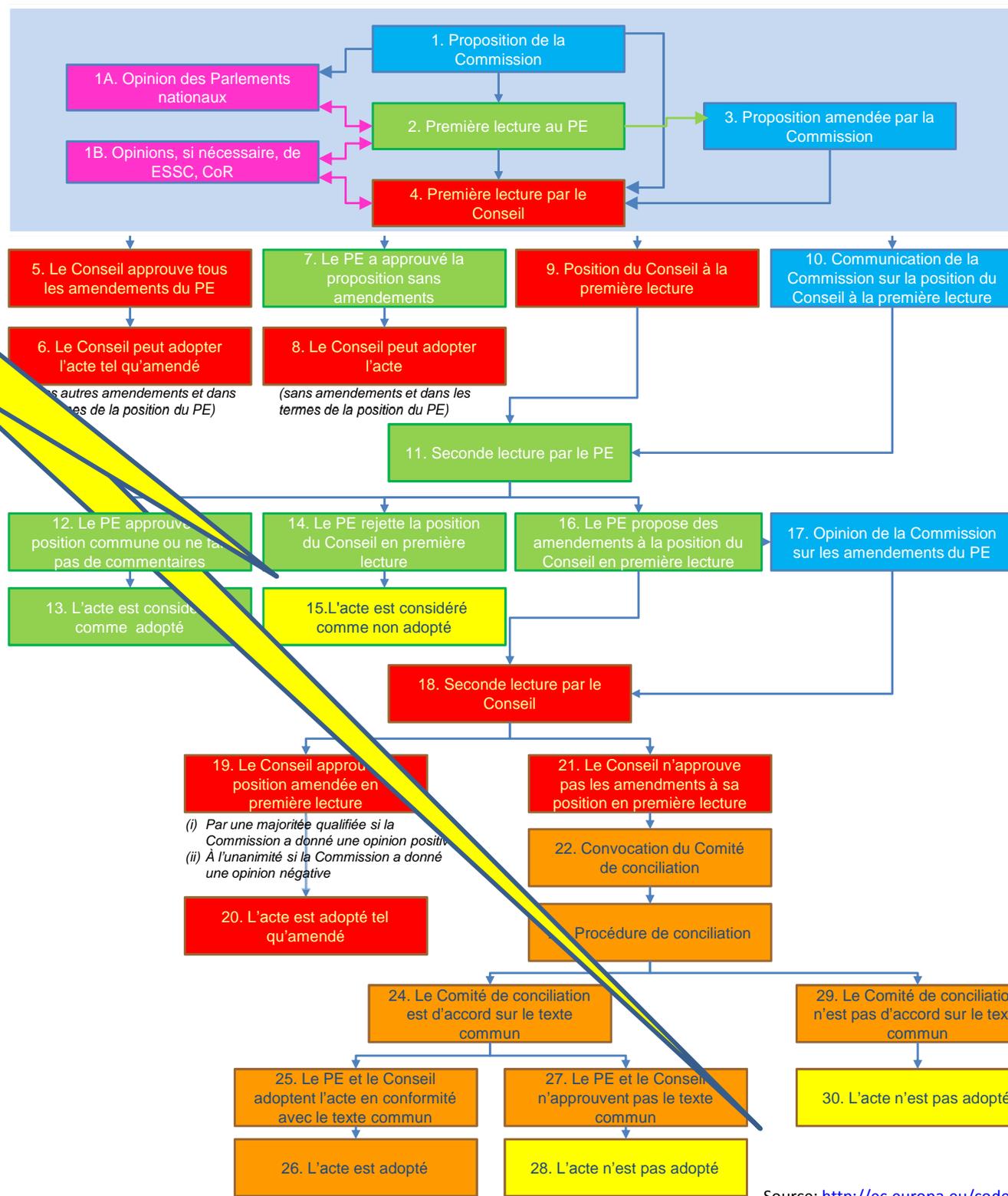
La limitation des motifs de délivrance des autorisations pour les armes de catégorie A ;

L'interdiction pour les collectionneurs d'acquérir et détenir des armes de catégorie A, même si elles sont historiques et conservées dans des conditions strictes.



Davantage à lire : [How the European Council works on gun bans](#)

Il y a une longue, longue route devant nous !



Commission

PE = Parlement européen

Conseil

Comité de conciliation



Notre But

Si une proposition législative est rejetée à n'importe quelle étape de la procédure, ou si le **Parlement et le Conseil ne peuvent pas converger sur un compromis**, la proposition n'est pas adoptée, et la procédure est terminée. Une nouvelle procédure ne peut démarrer qu'avec une nouvelle proposition de la Commission.

